

Bulletin mensuel novembre 1994 (dossier seulement)

Indonésie et Timor oriental Les droits de l'homme bafoués

Le visage que l'Indonésie présente au monde est conçu pour remplir ses hôtels de touristes et attirer les investissements. Mais cet aspect agréable masque une autre Indonésie, qui remplit ses prisons de gens dont le seul crime a été d'exprimer pacifiquement leurs convictions - une Indonésie qui tue ou torture les citoyens en qui elle voit un obstacle au développement économique et à la stabilité de la nation.

De jeunes enfants ont été torturés en détention, et des femmes violées et maltraitées par leurs ravisseurs ; des septuagénaires incarcérés depuis vingt ans pour motifs politiques ont été passés par les armes, et des femmes âgées qui protestaient parce qu'on les expulsait de leurs terres ont été abattues. Des centaines de milliers de personnes ont été arbitrairement exécutées.

Des étudiants, des syndicalistes, des agriculteurs, des journalistes, des dirigeants communautaires, et des militants des droits de l'homme ont tous souffert sous le gouvernement de l'Ordre nouveau, au pouvoir en Indonésie depuis le coup d'Etat militaire de 1965. Depuis lors, le pays connaît des violations constantes et systématiques des droits de l'homme. Les violations les plus cruelles ont été commises au Timor oriental - une ancienne colonie portugaise illégalement occupée par l'Indonésie depuis 1975 - ainsi qu'en Aceh et en Irian Jaya où le gouvernement se trouve confronté à des mouvements armés indépendantistes. Mais les violations se produisent sur tout le territoire indonésien, même dans des régions généralement considérées comme paisibles, telles que Java et Bali.

LE SYSTÈME

L'armée partage le pouvoir avec le président et ses priorités concernent les dangers intérieurs plutôt qu'extérieurs. Elle exerce un système de surveillance complexe, et contrôle la vie politique, sociale et économique de la nation. Bien que le président prétende gouverner démocratiquement, la liberté politique n'existe guère. Le président Suharto est au pouvoir depuis 1968. Depuis lors il a été l'unique candidat dans cinq élections successives. Hormis le parti soutenu par le pouvoir, Golkar, seules deux formations politiques sont autorisées et aucune n'a la moindre chance d'accéder au pouvoir. Avant toute élection nationale, chaque candidat doit recevoir l'aval des services du renseignement et du président. Le gouvernement et l'armée ont conjointement recours à des méthodes répressives pour contrôler la population. En droit, l'appareil judiciaire indonésien est indépendant de l'exécutif, mais dans la pratique les tribunaux ne servent qu'à renforcer le pouvoir de l'exécutif et de l'armée. Ces trois dernières années, le gouvernement a été confronté à la montée des conflits du travail provoqués par les bas salaires et l'interdiction des syndicats indépendants. Dans les régions rurales, les agriculteurs protestent vigoureusement lorsqu'on les expulse de leurs terres pour faire place à des projets de développement hydro-électrique ou fonciers, et à des terrains de golf. Dans toute l'Indonésie, étudiants et journalistes jouent un rôle majeur, dénonçant les violations des droits de l'homme ; ces manifestations sont brutalement réprimées par l'appareil d'Etat, aboutissant souvent à l'emprisonnement, la torture et la mort.

L'opposition armée s'est engagée dans la lutte pour l'indépendance en Aceh, en Irian Jaya et au Timor oriental. Le gouvernement a réagi en lançant des opérations contre-révolutionnaires intensives, et montré un mépris marqué pour les droits de l'homme. Les groupes armés d'opposition ont aussi été responsables d'enlèvements, de torture et d'attentats meurtriers. AI condamne de telles exactions et souligne qu'elles ne doivent jamais servir à justifier les violations commises par les forces gouvernementales.

LE SILENCE

Jusqu'ici la communauté internationale a montré peu d'intérêt soutenu pour la situation des droits de l'homme dans le quatrième pays du monde au point de vue démographique. L'Indonésie possède de vastes ressources naturelles et un énorme réservoir de main d'oeuvre sous-payée, et sa situation géographique, sur les principales routes maritimes du Pacifique à l'Océan Indien, lui donne une importance stratégique considérable. A l'apogée de la guerre froide, la déroute du PKI (Parti communiste indonésien) en 1965 a été opportune pour l'Occident, tandis que le reste du monde préférait fermer les yeux sur le bilan du nouveau régime militaire en matière de droits de l'homme. Les Etats occidentaux ont fourni au gouvernement de l'Ordre nouveau un soutien économique, militaire et politique. Les Etats d'Asie voisins ou membres du Mouvement des non-alignés ont également gardé le silence.

Gouvernés par une main de fer

Environ 300 personnes s'étaient rassemblées le 27 juin 1994, à 9 heures du matin, à Sarinah Jaya, un grand magasin du centre de Jakarta, dans l'intention de manifester pacifiquement contre les restrictions gouvernementales à la liberté de la presse. Le cortège, auquel participaient des personnalités culturelles indonésiennes, des journalistes, des militants des droits de l'homme et des étudiants, avait commencé à se diriger en bon ordre vers le ministère de l'information pour présenter des revendications. Les organisateurs de la marche ayant remarqué que le ministère était entouré d'un cordon de forces gouvernementales, les manifestants ont fait halte à quelque 200 mètres de l'édifice. A environ 10 h 30 la police anti-émeutes et l'armée ont donné l'assaut, utilisant matraques et bâtons pour disperser les manifestants qui s'enfuyaient pris de panique ; ceux qui tombaient étaient roués de coups. Un petit groupe, qui souhaitait manifester pacifiquement en lisant des poèmes, a pu parvenir jusqu'au ministère, mais a aussi été attaqué. A la mi-journée, 56 manifestants avaient apparemment été arrêtés ou battus.

Les coups et mises en détention à l'encontre de manifestants pacifiques sont symptomatiques du mépris du gouvernement pour les libertés civiles et politiques.

Les étudiants sont parmi les contestataires les plus actifs et les plus énergiques d'Indonésie et du Timor oriental. En mai 1994, 21 étudiants ont tous été condamnés à six mois de prison pour avoir participé à une manifestation devant le parlement indonésien. Environ 200 étudiants avaient alors appelé le président Suharto à assumer la responsabilité des violations des droits de l'homme commises par les forces gouvernementales durant près de trois décennies sous son gouvernement. Ils ont été inculpés "d'outrage public au chef de l'Etat." Ils ont déclaré qu'ils ne souhaitaient pas faire appel, n'ayant pas confiance dans la justice de leur pays. Le ministère public a cependant fait appel, réclamant des peines plus sévères. A la mi-juin 1994, le tribunal de Jakarta a alourdi les sentences, leur ajoutant entre huit et 14 mois. Selon les conclusions du tribunal, la sévérité accrue des sentences était justifiée parce que les étudiants avaient utilisé leur procès "à des fins de propagande politique".

Le soir du 20 avril 1994 un étudiant de 21 ans, Jerry Manafe, était alité au service des urgences d'un hôpital de Kupang (Timor oriental), et recevait des soins, quand 10 policiers et recrues de la police ont pénétré dans la salle et se sont mis à le frapper. Le médecin de service a essayé d'intervenir, mais sans résultat. La police a ensuite conduit Jerry au quartier général de la province. Quelques heures plus tard ses ravisseurs l'ont emmené dans un autre hôpital où sa mort a été constaté à 22 h 30. Il semble que Jerry ait été tué parce qu'il avait pris part à une bagarre dans le courant de la soirée avec un policier en civil.

Ces événements montrent combien il est dangereux en Indonésie de mettre l'autorité de l'Etat en cause. L'armée intervient dans tous les domaines. Quant à la main d'oeuvre sous-payée de l'industrie indonésienne en expansion, son droit de grève et d'association est sévèrement restreint. Marsinah, une ouvrière d'usine de 25 ans "disparue", a été torturée, violée et tuée à Java oriental, début mai 1993, en raison de son action syndicale. Les circonstances de sa "disparition" et de sa mort, et l'enquête officielle qui a suivi, indiquent fortement que cet assassinat a été préparé et exécuté avec l'assentiment des autorités militaires. Après enquête, neuf civils ont été jugés et condamnés à des peines atteignant 17 ans de prison. Un seul militaire a été inculpé de manquement à la discipline et condamné à neuf mois.

LITIGES FONCIERS

Des manifestants pacifiques ont aussi été cruellement traités par les forces de sécurité à propos de litiges fonciers. Quatre personnes ont été tuées et trois autres blessées quand ces forces ont ouvert le feu sur 500 personnes qui manifestaient, le 25 septembre 1993, contre le projet de construction du barrage de Nipah, dans l'île de Madura. Le barrage, s'il était construit, inonderait leurs terres et submergerait quatre villages. Les quatre personnes tuées sont Mutirah, 51 ans, mère de trois enfants, Nindin bin Musa, un écolier de 14 ans, et deux hommes, Samuki P. Supriadi, 28 ans, et Muhammad, mort de ses blessures cinq jours plus tard. Selon la mission d'enquête de la Fondation indonésienne d'aide juridictionnelle, il n'y avait aucune preuve que les manifestants aient été armés ou qu'ils aient eu un comportement agressif. La mission d'enquête a conclu que les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sans aucune sommation ou provocation.

Le pouvoir a recouru à la force brutale pour soumettre des groupes de population entiers à sa volonté. L'***Aceh Merdeka** (Aceh libre) est un groupe politique armé qui conteste le pouvoir indonésien en Aceh, à l'extrémité septentrionale de Sumatra. Il a déclaré unilatéralement l'indépendance d'Aceh le 4 décembre 1976. Au début des années 90, une opération contre-révolutionnaire a été déclenchée pour écraser le mouvement d'opposition en Aceh. Massacres, exécutions publiques, torture et incarcérations ont suivi. Le cas de Djamilah Abukar montre comment les soldats indonésiens ont persécuté la population. En juin 1989, des soldats sont venus chez elle à la recherche de

Jasin, son mari. Elle leur a dit qu'il était parti pour plusieurs jours. Ils l'ont forcée sous la menace d'une arme à admettre qu'il était membre de l'***Aceh Merdeka**, puis l'ont obligée à se dévêtir et ont incendié sa maison. Pendant plus de 18 mois, elle a fui de village en village, pourchassée par l'armée. Finalement, peu après une visite de Jasin, en mars 1991, elle a été arrêtée et l'on a retrouvé son cadavre au bord d'une route.

Personne n'a été traduit en justice pour ce crime. La police indonésienne et l'armée commettent des violations impunément, sachant qu'elles font rarement l'objet d'une enquête. Les officiers de l'armée sont libres de décider s'il doit y avoir enquête ou non. Si une enquête a lieu, elle est presque toujours menée par les forces de sécurité et souvent par les membres de l'unité mise en cause. Dans les cinq dernières années, les seuls militaires convaincus de violations des droits de l'homme ont été deux soldats emprisonnés pour huit mois pour leur rôle dans le massacre de Santa Cruz (Timor oriental) (voir page suivante).

Contestataires et opposants politiques ne sont pas les seules cibles. La répression s'étend à tous les secteurs de la société et s'exerce souvent de façon arbitraire. En janvier 1993, des policiers d'Indramayu, à Java occidentale, ont torturé à mort un ouvrier du bâtiment, maltraité sa femme qu'on a dû hospitaliser, et forcé leur petit garçon de neuf ans à assister et participer aux tortures infligées à ses parents. La police avait arrêté l'enfant, Junyonto, le soupçonnant d'un vol de portefeuille. Il a été battu sur la plante des pieds et brûlé avec des cigarettes. L'enfant a dit alors qu'il avait volé le portefeuille et l'avait donné à ses parents. Les parents ont été arrêtés. La mère, Dasmen, a été battue à coups de pied et de poing et tirée par les cheveux lors de son interrogatoire ; on lui a attaché les jambes pour la suspendre au plafond la tête en bas. Son fils a été amené et on l'a contraint à la frapper. Elle a perdu connaissance et a été hospitalisée d'urgence : elle est restée trois jours dans le coma. Son mari, Sudarmono, a été torturé le lendemain, et de nouveau Junyoto a été contraint à regarder. Sudarmono s'est effondré, il était mort quand on l'a amené à l'hôpital.

EXECUTIONS

Chaque année, des douzaines de personnes meurent en détention à la suite des mauvais traitements ou de la torture. D'autres sont passées par les armes. De 1983 à 1985, les escadrons de la mort gouvernementaux ont sommairement exécuté quelque 5 000 délinquants présumés. Le président Suharto a dit de ces exécutions en 1989, dans ses mémoires, qu'il s'agissait d'une politique délibérée du gouvernement, d'une "thérapie de choc" destinée à juguler la criminalité. La peine de mort est le plus souvent prononcée à l'encontre d'opposants politiques - sur les 30 personnes exécutées depuis 1985, 27 étaient des prisonniers politiques, la plupart condamnées à l'issue de procès inéquitables, et certaines étaient en instance d'exécution depuis plus de 20 ans.

Plus d'un million de personnes ont été arrêtées pour liens présumés avec le PKI (Parti communiste indonésien) lors du coup d'Etat militaire de 1965. Trente membres du PKI arrêtés à l'époque sont toujours incarcérés - et six d'entre eux dans les couloirs de la mort. L'un de ces 30 prisonniers est Pudjo Prasotio, un ancien syndicaliste qui travaillait aux chantiers navals et s'était affilié au PKI vers le milieu des années 50. Arrêté en 1967, il a passé 12 années en détention avant d'être jugé et condamné à perpétuité pour subversion. Son état de santé s'est aggravé et, en 1993, les médecins ont diagnostiqué la maladie de Parkinson. En mai 1991, sa demande de grâce a été rejetée. Il écrivait à un ami : «Ceci signifie qu'il n'y a plus aucune possibilité de recouvrer ma liberté. S'il n'y a pas de changements politiques je resterai en prison à jamais.»

La tragédie au Timor oriental

En décembre 1975, les forces indonésiennes ont envahi le Timor oriental. Dans le carnage qui a suivi, au moins 200 000 personnes - soit un tiers de la population - ont été massacrées ou sont mortes de faim ou de maladie. Depuis 20 ans que dure la présence massive de l'armée sur ce territoire, les Timorais vivent dans la terreur. Ni les Nations Unies ni la population du territoire occupé n'ont reconnu la souveraineté indonésienne. Les partisans ont pris le maquis dans les montagnes et combattu pour l'indépendance, et les étudiants ont manifesté dans les rues de Dili, la capitale. L'opposition a été harcelée et victime de meurtres, de "disparition", de torture et d'arrestations arbitraires.

Un mouvement de résistance clandestin continue la lutte malgré d'énormes dangers. Cela a inspiré une marche pacifique au cimetière de Santa Cruz à Dili en novembre 1991. Cinq à 10 minutes après l'arrivée du cortège au cimetière - quelque 2 000 personnes - des soldats en armes se sont dirigés vers les portes du cimetière où ils se sont alignés. Quand les gens ont commencé à courir et à donner des signes de panique, les soldats ont ouvert le feu. Selon un témoin oculaire, une centaine de corps gisaient à terre quand la fusillade a cessé, et de nombreuses personnes avaient été atteintes dans le dos. Les jours suivants la tuerie a continué. Au moins 270 personnes seraient mortes et 200 autres portées "disparues".

Parmi les tués se trouvait Domingos Segurado, professeur à l'Institut de portugais de Dili ; il militait dans la résistance clandestine. Selon un reporter qui le connaissait, Domingos Segurado était "un homme extrêmement doux... qui s'efforçait d'amener des changements de manière non violente".

Le général Try Sutrisno (actuellement vice-président), qui était alors commandant-en-chef des forces armées indonésiennes, a tenté de justifier le massacre, arguant que les participants avaient essayé de "semer le chaos". Il a dit : "A la fin il a fallu les tuer. Il faut tuer ces rustres... et nous les tuerons."

Selon les informations recueillies au cours des mois qui ont suivi le massacre, il semble qu'un certain nombre de blessés amenés à l'hôpital militaire de Dili aient été maltraités ou assassinés. Un témoin a affirmé que certains blessés qui étaient à l'hôpital ont été frappés avec de grosses pierres ou écrasés par des véhicules de l'armée alors qu'ils étaient étendus à terre, et que des substances et injections mortelles ont été administrées à d'autres. Une liste officielle de 84 personnes, qui seraient mortes ou auraient "disparu" après le massacre, tend à confirmer ces affirmations. Elle comprend les noms d'au moins 14 personnes qui, selon des sources indépendantes, ont été arrêtées ou hospitalisées. Ceci paraît indiquer qu'au moins 14 personnes ont pu être tuées en détention - toutefois le total exact pourrait être plus élevé.

L'enquête officielle sur le massacre de Santa Cruz était vouée à l'échec. Deux soldats et huit policiers ont finalement été jugés et condamnés à des peines de huit à 18 mois de prison mais les officiers responsables n'ont pas été traduits en justice. En revanche, des manifestants pacifiques arrêtés pendant ou après la tuerie ont été condamnés à perpétuité pour subversion.

La résistance pacifique continue cependant, en butte à la violence sans merci du pouvoir. Le 14 juillet 1994, les forces de sécurité ont dispersé par la violence une manifestation à l'Université du Timor oriental. Des douzaines d'étudiants ont été passés à tabac par la police et les militaires, et certains d'entre eux ont été grièvement blessés. Au moins 22 personnes ont été arrêtées pendant et après la manifestation. L'inquiétude est grande sur leur sort car l'on craint la torture et des "disparitions".

Dans un appel direct à l'autodétermination du Timor oriental, Mgr Belo, chef de l'église catholique du Timor oriental, a déclaré : «Il est nécessaire de donner à la population la possibilité de s'exprimer. Sommes-nous satisfaits de l'intégration ou non ? Que souhaitons-nous, l'indépendance ou l'intégration ? La liberté de choisir revient à la population du Timor oriental, et non pas aux Indonésiens ou à quiconque.»

La culpabilité internationale

AI a déclaré le 13 juillet 1994 dans une soumission au Comité spécial de la décolonisation (ONU) au sujet du Timor oriental :

«Chaque année, depuis 10 ans, Amnesty International expose clairement à ce Comité ses préoccupations au sujet des droits de l'homme au Timor oriental. Chaque année nos critiques sont principalement dirigées contre le Gouvernement indonésien, dont la politique et le comportement sont directement responsables de violations systématiques des droits de l'homme depuis près de 20 ans. Cette année, il

nous paraît nécessaire de rompre avec la tradition : aujourd'hui nos remarques s'adressent, non seulement au Gouvernement indonésien, mais aussi aux Etats membres de l'ONU qui à notre avis partagent la responsabilité - directe ou indirecte - de la persistance du non-respect des droits de l'homme au Timor oriental.>>

Cette déclaration pourrait s'appliquer plus largement à la culpabilité globale de la communauté internationale face à la situation catastrophique des droits de l'homme en Indonésie comme au Timor oriental. Depuis 30 ans, l'Occident trouve expédient d'ignorer le sort pitoyable du peuple indonésien. Il a accueilli avec joie le gouvernement de l'Ordre nouveau comme un ami et un allié au plus fort de la guerre froide. De nombreux Etats, tout en affirmant du bout des lèvres leur soutien aux droits de l'homme, ont continué à fournir des moyens de répression à l'armée indonésienne. Certains ont fourni un entraînement militaire à des troupes indonésiennes qu'on savait impliquées dans de graves violations des droits de l'homme. A la mi-1993, les forces armées australiennes ont organisé des manoeuvres et un entraînement militaire conjointement avec l'unité anti-insurrectionnelle, ****Kopassus****, responsable de graves violations des droits de l'homme depuis de nombreuses années. En octobre de la même année, la Commission européenne a rejeté des propositions en faveur d'un embargo sur les ventes d'armes à l'Indonésie.

Certains Etats ont lié leur aide économique aux droits de l'homme, mais la plupart des pays donateurs d'aide ont simplement accru leur niveau d'aide à l'Indonésie. Le souci des droits de l'homme n'a pas eu un impact appréciable sur le commerce indonésien.

Malgré le mépris flagrant du Gouvernement indonésien pour les droits fondamentaux de son peuple, il est évident qu'il se soucie de l'opinion du reste du monde. Au lieu de modifier son comportement, il a entrepris une campagne, s'efforçant désespérément de discréditer le postulat des droits de l'homme dans sa totalité. Le gouvernement de l'Ordre nouveau a mis en question l'universalité de ces droits, arguant qu'il appartient aux Etats de décider individuellement qui peut jouir de droits fondamentaux - en fonction de facteurs culturels, historiques et politiques - et que les principes contenus dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, reflétant comme ils le font les valeurs "libérales" de l'Occident, ne sont pas nécessairement applicables à un pays en développement. Il apparaît donc que la reconnaissance des droits fondamentaux des citoyens d'Indonésie et du Timor oriental dépend du libre arbitre de leur gouvernement - un gouvernement avec un long passé de violations à l'encontre des droits de ses citoyens et de la population du Timor oriental.

L'Indonésie est devenue membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies en 1991. Hormis quelques exceptions mineures, elle n'a pas appliqué les recommandations de la Commission, indiquant qu'elle ne se sent pas liée par les dispositions de certaines résolutions.

Après s'être rendu en Indonésie et au Timor oriental, fin 1991, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture a signalé son usage courant et présenté 11 recommandations concrètes pour sa prévention ; cependant à la mi-1994, une seule d'entre elles, portant sur la création d'une commission nationale des droits de l'homme, avait été appliquée. De graves doutes planent sur l'impartialité et la capacité d'action efficace de la commission dont le mandat est limité. Bien que la commission compte parmi ses membres des hommes de loi et des juristes respectés, des défenseurs éminents des droits de l'homme ont refusé d'en faire partie, n'étant pas convaincus que la commission soit à même de travailler dans la liberté et l'indépendance.

LEGENDES

Page 1

Défilé de soldats indonésiens devant un portrait du président Suharto, exhibant leur équipement anti-émeutes, à l'occasion de la Journée des forces armées, en octobre 1992. Depuis 30 ans, l'armée domine la scène politique en Indonésie.

Pages 2 et 3

Des soldats anti-émeutes frappent des protestataires pendant une manifestation à Jakarta, le 27 juin 1994. Plus de 100 personnes ont été arrêtées par la force alors qu'elles se rendaient pacifiquement au ministère de l'information pour protester contre la fermeture de trois hebdomadaires, interdits en vertu des restrictions imposées à la presse par le gouvernement.

Page 4

Des blessés se sont réfugiés dans une chapelle pendant le massacre de Santa Cruz qui a eu lieu le 12 novembre 1991 au Timor oriental au cours duquel les troupes gouvernementales ont tiré sur les manifestants pacifiques, tuant 270 personnes. De nombreux morts et "disparus" n'ont toujours pas été dénombrés.